

ÉPILOGUE

La France à l'heure des choix

Kiev, cathédrale Sainte-Sophie, novembre 2021 : en visitant la nécropole de Iaroslav le Sage (978-1054), j'admire la beauté des mosaïques avant d'être saisi par les portraits des Ukrainiens et Ukrainiennes tombés depuis 2014 accrochés au mur d'enceinte. L'alignement de ces milliers de visages forme celui d'une Ukraine meurtrie, qui interroge les Européens non seulement sur son destin, mais aussi sur le leur. En quelques semaines, le conflit russo-ukrainien s'est transformé en guerre de haute intensité qui nous concerne tous. Combien de morts depuis février 2022 ?

En voulant prendre Kiev, Vladimir Poutine a forgé la nation ukrainienne. S'il est encore impossible, à cette heure, de prédire l'issue de la confrontation militaire, il est d'ores et déjà possible de dire que Kiev y gagnera un nouveau statut international et que Moscou verra le sien durablement altéré. Les Ukrainiens se battent pour recouvrer l'intégralité de leur souveraineté territoriale, y compris la Crimée, alors que les Russes livrent un combat anachronique qui ne peut que les déclasser. Vladimir Poutine se trouve désormais à la tête du pays le plus sanctionné au monde devant l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord et le Venezuela. Obligé de recourir

à la mobilisation militaire pour stabiliser le front, il agite la menace nucléaire pour fragiliser le soutien des Occidentaux à l'Ukraine, menace régulièrement relayée par ses experts affidés : « S'ils cherchent à punir une superpuissance comme la Russie, ils doivent s'attendre à une réponse nucléaire ; s'ils cherchent une solution politique, la réponse sera différente¹. » Les Européens, qui ont désappris les principes de la dissuasion conventionnelle et nucléaire, replongent dans la peur des destructions massives, et redécouvrent à leurs dépens le prix de l'énergie. Quelle que soit l'issue, la Russie sera toujours au cœur de l'Eurasie, qu'elle se maintienne comme puissance autonome ou qu'elle soit profondément affaiblie. En ce sens, la double question – ukrainienne et russe – déterminera le cours de la géopolitique mondiale pour la prochaine décennie.

ENSEIGNEMENTS À TIRER POUR LA FRANCE

Cette guerre touche directement notre pays en détruisant bien des certitudes concernant ses relations avec la Russie. Elle a pris par surprise ceux qui pensaient, en dépit de nombreux signes avant-coureurs, que Vladimir Poutine n'avait pas intérêt à attaquer. Or, il est passé à l'acte. Cette erreur d'analyse s'explique par quatre raisons principales sur lesquelles il convient de revenir, car notre capacité de peser sur la sécurité européenne à l'issue de la guerre d'Ukraine dépendra, en grande partie, de la nature et du degré de participation à celle-ci.

La première erreur tient à l'analyse faite du régime de Vladimir Poutine, qui s'est construit, au fil du temps, par opposition idéologique à l'Union européenne. Sa dérive était parfaitement connue, mais tenue pour accessoire au regard

de la recherche de stabilité stratégique. Depuis 2005, date du rejet du Traité constitutionnel européen par la France et par les Pays-Bas, une partie du système Poutine anticipe un effondrement de l'UE sur ses bases, et mène une guerre invisible à son encontre.

La deuxième raison touche à la chronologie de la guerre d'Ukraine, qui n'a pas commencé en février 2022, mais en février 2014 avec l'annexion de la Crimée, agression maquillée en accident entre « deux pays frères ». Signés par Kiev, Moscou, Berlin et Paris, les accords de Minsk devaient les conduire à trouver les voies d'un *modus vivendi*. Alors que les affrontements n'ont jamais cessé, la France et l'Allemagne se sont convaincues de leur capacité à contenir la violence sans reconnaître les ambitions impériales de Moscou, et la détermination de Kiev.

La troisième raison se loge dans ce que j'appellerais « le problème russe de la France », c'est-à-dire une propension à masquer les différends politiques par la culture, à lire l'histoire de l'Europe centrale et orientale à travers le point de vue russe et, enfin, à invoquer la politique étrangère du général de Gaulle, en particulier ses voyages de 1944 et 1966, pour justifier une relation privilégiée avec Moscou, en méconnaissant les ressorts profonds de l'une et de l'autre. En outre, le parti de Moscou en France réunit des représentants de tous bords, qui se retrouvent dans la dénonciation de l'UE et surtout de l'OTAN comme matrices de tous nos maux. L'anti-américanisme lui tient lieu de doctrine.

La dernière raison concerne la conception de l'architecture de sécurité européenne : pour Paris, la relation spécifique avec Moscou et Berlin, nouée dans l'opposition commune à l'intervention anglo-américaine en Irak, s'inscrivait dans son projet de bâtir une « Europe puissance », capable de s'émanciper de Washington. Cela remonte à 2003, mais

résonne encore comme le dernier moment gaullien de la diplomatie française. Moment indépassable pour une génération de diplomates et d'experts. Ces dernières années, si la thématique de la « souveraineté européenne » encouragée par Paris a rencontré un certain écho, elle ne lui a pas permis de convaincre les pays qui ont rejoint l'UE et l'OTAN pour échapper enfin à l'influence historique de Moscou. Ils reprochent à la France et à l'Allemagne une forme de naïveté, voire de complaisance, à l'égard de la Russie. Si Paris et Berlin ont eu raison avec Moscou en 2003, ces pays étaient lucides sur la dangerosité de cette dernière. Paris a négligé leurs mises en garde et en paye le prix politique.

Au regard des recompositions géopolitiques à l'œuvre, il est indispensable pour Paris de reconfigurer son logiciel stratégique car il serait parfaitement vain de croire à l'assurance d'une sécurité extérieure garantie. Souvent éloignées des réalités géopolitiques et géoéconomiques, nos élites politiques entretiennent l'illusion de disposer de la « première armée d'Europe », un peu comme elles se croyaient, en 1939, protégées par « la première armée du monde ». S'ils peuvent être trompeurs, les parallèles historiques permettent des rappels utiles en période de trouble politique comme celle que nous connaissons depuis les élections de 2022 : entre 1935 et 1940, « la faillite des élites précéda assurément la faillite de la France² ».

Il est temps pour elle de rompre avec son nombrilisme stratégique, observé de longue date, plus marqué qu'ailleurs, qui s'avère très préjudiciable à la compréhension des chocs que nous allons subir. Il est indispensable de connaître les ambitions affichées et cachées des puissances dont les actions délimitent en grande partie le champ de celles de notre pays. Présentée en novembre 2022 par Emmanuel Macron, la *Revue nationale stratégique* constate « la fracturation de

l'ordre mondial », qui se traduit par le « phénomène de guerre hybride mondialisée ». Face à ce contexte, « le temps est venu d'une mobilisation plus intégrale pour mieux nous armer à tous égards face aux défis historiques d'un monde où la compétition et la confrontation se confondent³ ». Cela commence par un effort de lucidité.

En ce qui concerne la guerre d'Ukraine, force est de constater que nous tardons à tirer les enseignements sur les effectifs et les équipements nécessaires en cas de conflit de haute intensité, ainsi que sur les « forces morales ». Cette guerre nous ramène à une logique de défense collective après plusieurs décennies au cours desquelles l'outil militaire a été façonné et entraîné en vue des opérations extérieures. Nous devons être beaucoup plus sérieux sur nos capacités de mobilisation, ce qui implique à la fois de repenser complètement notre politique de réserve et d'envisager un modèle d'armée beaucoup plus en prise avec le corps social. Par ailleurs, cette guerre a mis en évidence des défaillances en matière de renseignement politique, qui renvoient au cadre d'analyse déjà évoqué qui ne permettait tout simplement pas de reconnaître l'agressivité fondamentale de la politique russe.

L'échec politico-militaire au Sahel conduit à s'interroger là aussi sur les défaillances du renseignement politique, dans la mesure où les deux coups d'État au Mali n'ont pas été anticipés alors que nous disposions de nombreux capteurs sur le terrain. Plus profondément, ce sont désormais les modalités de la présence militaire française en Afrique, ainsi que les formats de coopération qui doivent être revisités. Quelle est la finalité de ce dispositif de présence ? Sans doute faut-il l'orienter vers de nouvelles logiques partenariales « faisant la part belle à la mission de prévention des crises par le biais d'une meilleure connaissance mutuelle et à l'accompagnement des armées partenaires⁴ ». De même,

les vecteurs d'interactions avec les sociétés civiles méritent d'être modernisés. Comment se fait-il, par exemple, que les campagnes de désinformation menées par la Russie aient pu rencontrer un tel écho ?

Les trajectoires simultanées de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, nos deux principaux voisins, méritent un examen attentif car nous avons découplé nos politiques énergétiques avec Berlin et renoncé à toute ambition stratégique conjointe avec Londres. Comment est-ce possible alors même que ce sont les deux pays dont nous sommes les plus proches en termes de niveau de vie et de valeurs partagées ? Cette situation est hautement préjudiciable pour les trois États et contribue à l'affaiblissement stratégique de l'Europe, car, pour revenir à l'Ukraine, il ne fait aucun doute que les Européens n'ont jamais été en mesure de construire, par eux-mêmes, une dissuasion conventionnelle crédible face à la Russie. Dès lors, pourquoi s'étonner de la reprise en main par les États-Unis de la sécurité européenne ?

La guerre d'Ukraine crée une nouvelle configuration énergétique, qui redéfinit les termes de l'échange entre consommateurs et producteurs au profit de ces derniers. La rupture de la relation énergétique russo-européenne provoque des effets systémiques qui ne sont pas encore suffisamment pris en compte. Or, la stratégie de la France doit commencer par définir son positionnement souhaitable dans la géopolitique du fossile et dans celle du renouvelable en 2023, en 2030 et en 2050. La France représente aujourd'hui 3,1 % du PIB mondial. Elle exporte principalement vers l'Allemagne, les États-Unis et l'Italie et importe d'Allemagne, de Belgique et d'Italie. Avec l'envolée des prix de l'énergie, son déficit commercial s'élève à 156 milliards d'euros en 2022, date à laquelle son niveau d'endettement public atteint 113 % de son PIB. Toute ambition extérieure implique d'être assise sur

une économie solide et de bénéficier d'une cohésion sociale pour produire des effets durables. Cette évidence mérite d'être expliquée par les responsables politiques et par les experts à une opinion qui perçoit bien les dangers du monde. Toute stratégie a un coût. Or, le croisement des dynamiques stratégique, politique, énergétique et économique annonce des ajustements brutaux auxquels il faut se préparer.

DE LA PRÉVOYANCE À LA « GRANDE STRATÉGIE »

Devant la multiplication des défis, il importe d'identifier au plus vite les principaux ajustements à l'œuvre et de les relier aux questions de long terme. L'horizon 2049-2050 correspond à la fois aux ambitions affichées de Pékin pour la célébration du centenaire de la création de la République populaire de Chine, ainsi qu'à celles de l'UE en termes de neutralité carbone⁵. L'enchevêtrement de la géopolitique classique et des enjeux globaux invite à prendre en compte les dimensions extérieures à la sphère politico-stratégique, tout en insistant sur la singularité de cette dernière qui est de toujours agir « à l'ombre de la guerre ». « Alignement d'aspirations potentiellement illimitées avec des moyens nécessairement limités⁶ », la notion de « grande stratégie » encadre cet effort intellectuel qui consiste à combiner les différents moyens sur la durée. « Les ambitions inavouées » des neuf puissances, ainsi que celles de la France, résident, en grande partie, dans leur capacité d'intégration de la dialectique énergie/climat à leurs projets de puissance respectifs.

Notre pays serait passé d'une « grande stratégie » fondée sur la « grandeur » entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1990 à une « grande stratégie » construite sur « l'engagement libéral », qui constituerait une « rupture

radicale » et continuerait jusqu'à aujourd'hui⁷. La première reposait sur quatre principes : la quête du rang ; la préservation de l'autonomie de décision grâce à la force de frappe ; la centralité de l'État-nation ; une critique de l'hégémonie américaine. La seconde privilégiait l'interdépendance à l'indépendance, le remplacement de l'hégémonie américaine par un leadership occidental multilatéral, le recours aux normes et valeurs à travers la construction européenne⁸.

En réalité, la montée en puissance de la Chine, le durcissement de la Russie, le Brexit et l'élection de Donald Trump ont bouleversé cet ordonnancement. Février 2022 marque le point de bascule dans une nouvelle ère que je serais tenté de définir comme celle de « la solidarité stratégique et environnementale ». Il s'agit désormais de combiner une logique défensive, qui suppose des alliés fiables face aux menaces militaires étatiques, et une logique offensive, qui implique une intense pratique coopérative, face aux enjeux environnementaux. Cette simultanéité oblige à nourrir des relations politiques permanentes avec l'ensemble des acteurs stratégiques et à prendre en compte l'ensemble des parties prenantes. Cela implique de modifier en profondeur la manière de conduire la politique étrangère et de sécurité.

On l'a dit, la guerre d'Ukraine a déjà provoqué une reprise en main de l'Europe par les États-Unis en raison du soutien militaire apporté à Kiev et des sanctions prises à l'encontre de Moscou, reprise en main qui s'observe à travers la transformation, à marche forcée, du modèle énergétique européen. La question est de savoir dans quelle mesure la guerre resserre les liens au sein de l'UE et de l'OTAN. Parallèlement, l'accélération du réchauffement climatique oblige à des réponses collectives étroitement coordonnées. La logique multi-acteurs des accords de Paris est appelée à s'approfondir et à s'accélérer. C'est à travers la question environnementale, comprise

au sens large, que se joue la solidarité internationale, en particulier entre les pays du Nord, qui restent les plus émetteurs et disposent de ressources financières, et ceux du Sud, qui aspirent au développement. Sur ce plan, tout reste à faire.

Compte tenu de ses ambitions globales et de sa position diplomatique, la France doit endosser davantage de responsabilités et jouer un rôle d'aiguillon en matière de transition énergétique. Rappelons que son mix énergétique repose principalement sur le nucléaire (42 %), le pétrole (28 %) et le gaz naturel (16 %). Le nucléaire représente 67 % de sa production d'électricité, ce qui lui permet d'émettre peu de GES en comparaison des autres pays industriels. Elle accuse un retard significatif en matière de renouvelables par rapport au Royaume-Uni ou à l'Allemagne. L'état dégradé de son parc nucléaire est apparu au grand jour, puisqu'en septembre 2022, 27 réacteurs sur 56 étaient à l'arrêt. Son adaptation techno-politique reste au cœur de sa « grande stratégie », tant le programme nucléaire est devenu un marqueur de son identité nationale⁹. C'est bien sa politique énergétique et climatique qui devrait être le point de départ d'une véritable « grande stratégie ».

FAIRE DE L'HISTOIRE

La guerre d'Ukraine oblige à repenser les conditions de la sécurité énergétique en urgence. Pour un pays comme la France, l'ampleur du choc subi n'est pas sans rappeler celui du premier choc pétrolier au début des années 1970 avec des degrés de complexité supplémentaires liés aux interdépendances multiples et aux contraintes environnementales. Un bref regard rétrospectif permet de rappeler le rôle clé de cinq pays dans la carte énergétique de la France :

les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et la Russie soviétique. Les questions d'alors resurgissent aujourd'hui. En février 1974, les États-Unis organisèrent la conférence énergétique de Washington, qui réunit 13 pays occidentaux consommateurs de pétrole*, conférence qui aboutit à la création de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en novembre de la même année.

Paris s'efforça de ne pas lier la coopération énergétique à d'autres sujets transatlantiques, en pensant pouvoir sécuriser ses approvisionnements énergétiques auprès de pays arabes. Cependant, le groupe américain Westinghouse céda sa licence à la France pour la construction des réacteurs nucléaires de son parc. Parallèlement, la France noua des relations étroites avec l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Irak pour envisager les termes d'un échange « pétrole contre atome¹⁰ », qui provoqua de vives réactions de la part des autorités américaines, inquiètes des risques de prolifération nucléaire. Si Washington dissuada Riyad d'acquérir des réacteurs nucléaires, ce ne fut pas le cas pour Bagdad. En ce qui concerne le Royaume-Uni et la Norvège, l'exploitation des ressources de la mer du Nord a profondément amélioré l'équation énergétique européenne, tout comme la décision prise par Paris, Bonn, Rome et Londres d'importer du gaz soviétique lors du second choc pétrolier. À ce titre, notons que la substitution au gaz russe entre février et août 2022 s'est faite principalement, à l'échelle de l'Europe continentale, par des importations de GNL des États-Unis et des importations de gaz naturel de Norvège et du Royaume-Uni.

Aujourd'hui, Paris est confronté à un choix d'anticipation sur le cours de la géopolitique du fossile et de la géopolitique

* La Belgique, le Canada, le Danemark, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis.

du renouvelable, et de leur importance réciproque à l'horizon 2050. Pour la première, il s'agit de prendre acte de la « dé-globalisation » actuellement à l'œuvre du marché pétrolier¹¹, qui pourrait aboutir à une nouvelle division énergétique : d'un côté, un bloc eurasiatique avec la Chine, la Russie et l'Iran ; de l'autre, un bloc transatlantique dirigé par les États-Unis. Pour la géopolitique du renouvelable, il s'agit de prendre acte des nouvelles dépendances créées pour l'accès aux minerais et aux capitaux nécessaires. Dans ce registre, les trajectoires de la Chine et de l'Inde, côté consommateurs, et de l'Arabie saoudite, côté producteurs, sont au cœur des interrogations.

Paris n'échappe pas au constat suivant : sur le plan énergétique et climatique, les États-Unis disposent d'avantages majeurs sur toutes les autres puissances, dans la mesure où ils sont exportateurs net d'énergie fossile et disposent de capacités de mobilisation du système financier international sans équivalent. Promulgué en août 2022, l'*Inflation Reduction Act* mobilise des sommes considérables pour financer leur transition énergétique et améliorer leur compétitivité industrielle au détriment de l'Europe. Autrement dit, ils ont la capacité, si elle est bien utilisée, de combiner la géopolitique du fossile et celle du renouvelable pour renforcer leur prééminence. Pour leurs partenaires européens, la principale incertitude réside dans leur polarisation politique intérieure, et ses conséquences en matière de politique énergétique et étrangère.

La Chine, quant à elle, investit massivement dans la décarbonation, mais son appareil productif dépend à la fois de son charbon et des importations d'énergie fossile. Elle ne dispose donc pas des mêmes atouts que les États-Unis. Si elle veut rivaliser avec eux dans le domaine fossile, il lui faut resserrer ses liens avec la Russie, l'Iran et l'Arabie saoudite, tout en

entretenant des rapports étroits avec d'autres pays producteurs. C'est également le cas de l'Inde, de l'Allemagne, de la Turquie. Quant à la Russie, l'Arabie saoudite et l'Iran, ils doivent une large part de leur influence internationale à leurs capacités d'exportation fossile. À cet égard, il faut noter le double rapprochement russo-saoudien et russo-iranien, ainsi que la persistance de l'antagonisme irano-saoudien. En se rapprochant de Moscou dans le cadre de l'OPEP+, MBS cherche à s'émanciper de la tutelle américaine à ses risques et périls et se rapproche de la Chine. Pour la France, il est indispensable d'instaurer un suivi aussi précis que possible des stratégies énergétiques de tous ces pays et, en particulier, des équilibres qu'ils établissent entre fossile et renouvelable, pour anticiper les termes de l'échange entre producteurs et consommateurs.

En élaborant une « grande stratégie » qui commencerait par une réflexion approfondie sur notre modèle énergétique et climatique, en lien avec ceux de nos alliés européens, il serait possible de sortir du vain débat français de politique étrangère, lequel est encore biaisé par l'opposition factice entre « gaullo-mitterrandistes » et « néoconservateurs à la française », qui explique la focalisation persistante sur l'opposition à l'intervention anglo-américaine de 2003 en Irak. Ce débat vise principalement à qualifier les uns, à disqualifier les autres, en fonction de leurs interprétations de l'héritage du général de Gaulle. Tout se passe comme si ce débat se résumait à justifier des positions par rapport à tel ou tel pays et comme si la politique étrangère était comprise comme un instrument à finalité diplomatique plutôt que comme un instrument à finalité géopolitique et géoéconomique¹². Raisonner en « grandes stratégies » doit permettre de comprendre le sens de l'histoire et de quitter « la perspective historique occidentale, traditionnelle et antédiluvienne ».

En 1947, Arnold Toynbee invitait les Européens à anticiper la « réorientation » de la géopolitique mondiale en ces termes : « Mais pourquoi devrions-nous attendre que l'histoire, comme un quelconque sergent-instructeur prussien du XVIII^e siècle, nous prenne au collet, et nous tourne la tête, de force, droit devant nous¹³ ? » C'est bien la convergence entre la dégradation environnementale et la propagation technologique qui force « la classe moyenne d'Occident » à enfin tourner la tête vers le reste du monde.

FAIRE DE LA STRATÉGIE

Si l'historien Arnold Toynbee s'est pleinement consacré à son œuvre, le général Beaufre constatait que « l'on ne devient pas un bon historien après quarante années de vie très active ». À la différence de l'histoire, le défi de la stratégie consiste en effet à « agir constamment avant d'avoir eu le temps de comprendre¹⁴ ». Sans doute faut-il tenter de comprendre comment les autres nous perçoivent pour apprécier les possibles marges de manœuvre.

Sur le plan économique, beaucoup d'investisseurs considèrent que la France ne sera plus parmi les dix premières économies mondiales à l'horizon 2030. Son modèle politico-économique apparaît « à bout de souffle » aux yeux d'un diplomate allemand, qui ne cache pas sa « grande inquiétude » pour l'avenir de l'UE au regard du climat politique actuel dans notre pays¹⁵. La France est déficitaire sur 6 449 des 9 304 postes de son commerce extérieur : « Nombre de ces faiblesses s'apparentent aux déséquilibres économiques imposés aux pays en voie de développement¹⁶ », s'alarme même le Haut-Commissariat au Plan, qui pointe les défaillances chroniques de l'appareil productif.

Sur le plan diplomatique, des voix contestent régulièrement la légitimité du siège français de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, et invite la France à le partager avec l'UE¹⁷. Sur le plan militaire, le maintien de la dissuasion nucléaire et de capacités de projection a été privilégié depuis la professionnalisation des armées décidée en 1996, mais les questions sont régulières sur leur préparation au combat conventionnel de haute intensité. Sur le plan stratégique, des voix américaines pointent les contradictions françaises en feignant de s'interroger : « La France a perdu le contrôle de la Méditerranée, se retire du Mali et elle propose de nous aider à gérer l'Indopacifique¹⁸ ? », pour souligner à quel point la stratégie indopacifique de Paris peine à convaincre Washington car elle ne cesse de se présenter comme « une puissance d'équilibres¹⁹ ». Encore faudrait-il avoir les moyens de ses ambitions et ne pas croire que les discours suffisent à modifier les comportements, surtout s'ils sont agressifs, des autres. En réalité, la priorité devrait être l'accélération de la préparation aux chocs que nous n'allons pas manquer de subir plutôt que la recherche hypothétique d'une position de surplomb. La France doit être une puissance de confiance, c'est-à-dire l'inspirer et savoir la « prendre ».

On se souvient qu'André Beaufre plaçait la stratégie sur le terrain de la psychologie de l'adversaire en se demandant « qui veut-on convaincre ? ». En dépit d'une prétention universelle, il n'est pas possible de convaincre tout le monde en même temps. C'est pourquoi cet essai s'est concentré sur les neuf pays qui, à mes yeux, conditionnent le plus l'exercice de la puissance par notre pays. Toute ambition sérieuse implique un suivi précis de leurs activités et une interprétation régulièrement remise à jour de leurs objectifs

respectifs. Vient alors une autre question, toute aussi délicate : « De quoi veut-on les convaincre ? »

Avant de répondre, la France doit faire deux choix. Le premier est de savoir si elle veut entretenir sa singularité sur la scène internationale en pensant le monde par elle-même. De mon point de vue, la réponse doit être positive, et conduire à réfléchir aux moyens nécessaires pour y parvenir, et aux conséquences d'une ambition ainsi affichée. Cela commence par un effort intellectuel d'intégration des dimensions Terre, Mer et Ciel. Pays d'ambition maritime mais de tradition continentale, la France se retrouve confrontée au dilemme historique entre sa puissance, essentiellement ultramarine, et sa sécurité, avant tout territoriale. À cela s'ajoute l'enjeu de la religion, qui reste « l'affaire sérieuse » du genre humain selon Arnold Toynbee. La pensée stratégique française peine à intégrer cette dimension, alors même qu'une compréhension minimale de l'islamisme, de l'évangélisme ou de l'hindouisme s'avère indispensable à celle de la géopolitique de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, des États-Unis ou de l'Inde. Il est vrai qu'avec « la dislocation terminale de la matrice catholique²⁰ », notre pays est entré dans une phase avancée de déculturation religieuse qui ne l'aide pas à saisir la ferveur des autres, en particulier celle des musulmans. En outre, le principe de laïcité, de plus en plus contesté à l'intérieur, est toujours délicat à expliquer à l'extérieur.

En dépit de cette incapacité chronique à penser le « Ciel », notre pays se caractérise, me semble-t-il, par son aptitude à intégrer différentes géopolitiques pour construire la sienne. Cela le conduit à un second choix qui porte d'une part sur le cadre à privilégier – bilatéral ou UE – et, de l'autre, sur les priorités géographiques. Faut-il privilégier tel ou tel pays ? Les États-Unis ou l'Allemagne ? La Russie ou la Chine ? De

mon point de vue, la réponse est négative. L'enjeu intellectuel consiste à concevoir un dispositif politique permettant de coordonner ces neuf relations bilatérales, dispositif qui ne résumerait évidemment pas à lui seul la stratégie française mais qui permettrait de produire des effets durables. Il implique de toujours réfléchir aux articulations avec l'action extérieure de l'UE. Les relations bilatérales doivent sous-tendre des approches géographiques distinguant les régions suivantes : l'Europe et l'espace euro-atlantique, la Méditerranée, l'Afrique subsaharienne et l'Indopacifique. Elles doivent contribuer à rétablir un niveau minimal de confiance stratégique entre grandes puissances. Percer leurs intentions implique aussi de rester très attentif à leurs évolutions sociales.

Cela me semble indispensable au regard des périls qui s'annoncent. Je conclurai ce parcours en reprenant les enseignements, entre histoire et stratégie, d'André Beaufre. Relire son livre sur la défaite de 1940 aide à se préparer, car « le vent de l'histoire, quand il s'élève, domine la volonté des hommes, mais il dépend des hommes de prévoir ces tempêtes, de les réduire et même, à la limite, de savoir les utiliser²¹ ». À défaut de les réduire ou de les utiliser, mon ambition avouée aura été d'essayer de les prévoir.

THOMAS
GOMART

Les ambitions inavouées

*Ce que préparent
les grandes puissances*



PAR L'AUTEUR DE
L'AFFOLEMENT DU MONDE
ET
GUERRES INVISIBLES

Tallandier
© ESSAIS

Que savons-nous des plans échafaudés par nos partenaires et adversaires ? La guerre en Ukraine nous a brutalement rappelé qu'une décision prise par un chef d'État a un impact sur le sort de millions de personnes. Pour rompre avec une vision du monde souvent nombriliste, la France doit mieux comprendre les ambitions des autres grandes puissances. C'est l'objectif de cet essai inédit et stimulant.

Quelle importance accorder à la foi religieuse dans les stratégies conduites par la Turquie d'Erdoğan, l'Iran de Khamenei et l'Arabie saoudite de MBS ? De quelle manière les orientations prises par l'Allemagne de Scholz, la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping reconfigurent-elles l'Eurasie ? Le Royaume-Uni et les États-Unis se définissent désormais comme des « démocraties maritimes ». Qu'en est-il de l'Inde ?

Combinant temps long et ruptures récentes, Thomas Gomart nous invite à regarder « d'en haut » neuf grandes stratégies. Pour concevoir sa propre vision, Paris doit intégrer celle des pays avec lesquels elle entretient des relations cruciales tout en considérant le contexte global : réchauffement climatique, crise énergétique, conflits, innovations technologiques ou encore flux économiques et numériques. Au regard des transformations à l'œuvre, il y a urgence pour la France à repenser sa stratégie pour les décennies à venir si elle veut encore compter dans le monde.

Thomas Gomart est historien et directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il est membre des comités de rédaction de *Politique étrangère*, de la *Revue des Deux Mondes* et d'*Études* dont il assure la chronique internationale. Il est l'auteur, chez Tallandier, de *L'Affolement du monde* (Prix du livre géopolitique et Prix Louis Marin 2019) et de *Guerres invisibles* (« Texto », 2022).

